

## **Plus que jamais, le projet syndical du SNUipp-FSU est d'actualité.**

Fondé sur le principe de toutes et tous capables, le projet éducatif du SNUipp-FSU trace les contours d'une école égalitaire œuvrant à l'émancipation individuelle et collective. Mettre fin au poids des déterminismes sociaux dans la réussite scolaire nécessite de maintenir une même exigence pour toutes et tous. La lutte contre toutes les discriminations implique que l'école soit porteuse des valeurs de justice, de partage, de solidarité et d'égalité. À l'heure où les crises systémiques (climatiques, géopolitiques, sociales, sanitaires...) mettent en péril notre avenir, défendre une culture commune permettant de penser le monde et le transformer dans un sens égalitaire, écologique et émancipateur est une nécessité.

À rebours de cette orientation, le ministre Blanquer a déployé pendant cinq ans un projet éducatif régressif. Le resserrement sur ses « fondamentaux » a réduit l'ambition scolaire et a exclu une partie des élèves, particulièrement ceux issus des classes populaires, de l'acquisition de pans entiers de savoirs. L'injonction à l'individualisation des apprentissages ou encore l'imposition de certaines méthodes pédagogiques ont pour conséquence de renforcer les inégalités. La volonté de démanteler l'ASH a été poursuivie. La promotion d'une laïcité excluante a témoigné des orientations réactionnaires de cette politique. La multiplication des prescriptions, les évaluations nationales érigées en outil de pilotage des pratiques enseignantes et du système, ont exacerbé la mise sous tutelle des pratiques enseignantes, au risque d'une prolétarianisation des métiers. La liberté pédagogique, pourtant inscrite dans la loi, est de plus en plus remise en cause. La mise en place des évaluations d'établissements, pilotées par le Conseil d'Évaluation de l'École, va renforcer la dimension de contrôle.

Faisant preuve d'un renforcement du pilotage vertical de l'institution qui a été un des marqueurs de son quinquennat, le ministre a multiplié les marques de mépris vis-à-vis des personnels qui ont pourtant tenu seuls l'école à bout de bras pendant la crise.

Alors que la crise sanitaire a percuté un système scolaire affaibli par un sous-investissement chronique entraînant une intensification du travail de ses personnels, les réformes se sont poursuivies. Le Grenelle de l'éducation puis la loi Rilhac ont affirmé une gestion managériale des personnels et un renforcement de l'appareil hiérarchique. La réforme de la formation initiale, avec le concours placé en M2 a conduit à la diminution des volumes de formation et au renforcement de la part prise par le français et les mathématiques.

Elle a détérioré les conditions d'entrée dans le métier en le réduisant à la reproduction de tâches le conduisant de plus en plus vers un métier d'exécutant·e chargé·e d'appliquer des procédés prescrits. La priorité au primaire n'en a eu que le nom au vu du manque de personnels dans les écoles. Pendant 5 ans, le recours aux contractuel·les a encore progressé et le manque criant de remplaçant·es et d'enseignant·es a été dévoilé au grand jour. Cette dégradation générale est de plus en plus visible et l'attractivité pour le métier en pâtit fortement.

Une rupture nette avec les politiques éducatives menées est non seulement nécessaire, mais aussi urgente. Plus que jamais, le projet syndical du SNUipp-FSU est d'actualité. Un projet qui fait le pari de toutes et tous capables, qui s'appuie sur le collectif (classe et professionnel), qui oeuvre au renforcement de la professionnalité enseignante, qui promeut un investissement massif dans l'école, qui contribue à l'amélioration des conditions de travail des personnels, enseignant·es comme AESH... Un projet qui permet de (re)tisser des liens forts avec et entre les personnels pour changer l'école et la société.